

Enseignement postobligatoire: un plan d'urgence pour faire face à une crise pédagogique et sanitaire

Mercredi, 08. juillet 2020

De: Comité SSP-Enseignement



Rentrée 2020. Dans un contexte sanitaire très incertain, la rentrée scolaire 2020-2021 de l'enseignement post-obligatoire devra répondre à des enjeux tout à fait exceptionnels qui demanderont des investissements tout aussi exceptionnels. Retrouvez la position du SSP-Enseignement et ses revendications adressées, dans un courrier, à la Cheffe du DFJC.

Madame la Cheffe du DFJC,

Dans un contexte sanitaire très incertain, la rentrée scolaire 2020-2021 de l'école post-obligatoire devra répondre à des enjeux tout à fait exceptionnels qui demanderont des investissements tout aussi exceptionnels:

- combler le retard inévitable que de nombreuses et nombreux élèves ont pris pendant la période d' « enseignement » à distance (du 16 mars au 8 juin) et que la période d'enseignement en « semi-présentiel » (du 8 juin au 3 juillet) n'a, de loin, pas suffi à combler;
- répondre aux directives sanitaires des autorités;
- faire face à une hausse des effectifs des classes, tout en maintenant la qualité des conditions d'étude pour les élèves et les apprenti-e-s et des conditions de travail pour les enseignant-e-s ;
- opérer des choix pour l'organisation des cours qui auront des conséquences importantes sur les conditions de travail et d'apprentissage.

Dans ce contexte, le SSP-Enseignement fait part des demandes suivantes, tout en rappelant que les questions sanitaires sont au cœur de ses préoccupations et que l'enseignement présentiel doit rester la seule norme dans toute la mesure du possible.

1. Conditions d'enseignement à la rentrée 2020

Quel bilan dresser de l'enseignement à distance mis en place entre le 16 mars et le 8 juin ?
Quels enseignements peuvent être pris en considération pour qu'un plan pédagogique cohérent et le plus efficace possible soit élaboré pour la rentrée ?

[Lire la suite de notre courrier ici \(cliquez sur le lien\).](#)